

Marie-Christine Cormier-Salem

Institut de Recherche pour le Développement



Marie-Christine Cormier-Salem est Directrice de Recherche 1ère Classe en Sciences sociales de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), est spécialiste des questions d'environnement- développement dans les pays du Sud. A travers une approche d'histoire, de géographie sociale et d'écologie politique, elle s'intéresse en particulier aux zones littorales (perception, pratiques et politiques). Recrutée à l'IRD en 1982, elle a fait de nombreux séjours en Afrique (Sénégal, Mauritanie, Guinée, Guinée-Bissau), avant de s'investir sur d'autres régions à mangrove du monde (Madagascar, Guyane, Thaïlande, Inde, Vietnam). Elle est actuellement co-directrice du Laboratoire Mixte International (LMI) Patrimoines et Territoires de l'eau (PATEO), sur la gouvernance des deltas ouest-africains, basé

à Saint Louis du Sénégal. Elle est membre de l'UMR 208 Patrimoines Locaux et gouvernance (PALOC), IRD/MNHN, Sorbonne Universités, Paris.

Titre : « Pêche en eau trouble » : évolution des principes et outils de la gouvernance des littoraux ouest-africains.

En dépit des progrès des connaissances et des fortes injonctions internationales pour lier préservation des services écosystémiques et bien-être des communautés locales, les cadres méthodologiques et théoriques peinent à appréhender les « haliosystèmes » tant ils sont divers et complexes, vulnérables aux changements globaux, porteurs de valeurs et intérêts multiples.

Partant de l'hypothèse que la capacité de résilience des haliosystèmes est moins le fait de la gestion des ressources naturelles renouvelables que de la gouvernance des patrimoines et des territoires (ou « haliopolitique » ?), nous nous attachons au sein du LMI PATEO (www.pateo.ird.fr)/UMR PALOC (www.paloc.fr) à : 1) identifier et caractériser les acteurs impliqués (décideurs, gestionnaires, usagers, opérateurs privés et publics, ONG, scientifiques, etc.); 2) appréhender leurs savoirs, pratiques et institutions (systèmes d'accès et d'usage anciens et nouveaux, dispositifs mobilisés, valeurs attribuées à la biodiversité); 3) analyser les revendications (patrimoniales, territoriales, identitaires), les conflits et les modalités de leur résolution et les interactions entre services (synergie et compétition); 5) accompagner les stratégies innovantes de valorisation des patrimoines et territoires.

Dans cette conférence, à partir des travaux conduits sur le littoral ouest-africain depuis plus de 30 ans, nous montrerons *l'évolution des politiques publiques en matière de gestion des pêches artisanales*, en mettant en évidence les principes et outils majeurs mobilisés depuis les années 1980s. Puis nous analyserons l'impact de ces politiques sur les dynamiques locales, en nous interrogeant en particulier sur la légitimité d'instruments de régulation, coercitifs (AMP, quotas) ou incitatifs (APAC, écocertification).